



Les Observatoires des tarifs bancaires

Simultanément à la parution du premier rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) institué par la loi de régulation bancaire et financière du 22 octobre 2010, l'IEDOM a publié le premier rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de sa zone d'intervention. Mis en place en 2009 à la demande du ministère de l'économie, il a été entériné par la loi de régulation bancaire et financière. Le rapport couvre la période d'avril 2009 à avril 2011 et montre d'une part que les tarifs bancaires ont été, dans les DOM, majoritairement orientés à la baisse au cours de cette période et d'autre part, pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs sont moins élevés dans les DOM qu'en métropole.

1 - Le rapport de l'IEDOM est disponible en téléchargement sur :

http://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport_iedom_observatoire_tarifs_bancaires_novembre_2011.pdf

2 - le rapport du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-OTB-2011.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Créer de la valeur ajoutée et de l'emploi en outre-mer

Dans le cadre de l'année des outre-mer, l'AFD a organisé en partenariat avec le CEROM, le 25 novembre 2011, une conférence sur les défis pour les économies ultramarines de créer de la valeur ajoutée et de l'emploi, dans un contexte en profonde mutation.

Les thèmes spécifiques abordés ont porté sur l'insertion professionnelle des jeunes ultramarins et les migrations, les spécificités des entreprises ultramarines, la formation professionnelle, les échanges économiques régionaux et la compétitivité.

Cette manifestation a réuni de nombreux participants venant d'outre-mer ou de métropole. La diversité des participants – universitaires et experts, chefs d'entreprises, élus, représentants de collectivités territoriales - a permis des échanges riches et variés.

Publications

1- Médiation du crédit aux entreprises : Le rapport d'activité 2010-2011 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Remise-du-rapport-annuel-2010-2011-de-la-Mediation-du-credit-au-President-de-la-Republique>

2- Banque de France : L'indicateur de suivi du financement des micro-entreprises à fin septembre 2011.

Le document est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/2011-09-stat-info-financement-des-microentreprises-france-trimestriel.pdf>

3 – INSEE : En 2010, la moitié des PME d'au moins dix personnes ont recherché un financement, Luc Sauvadet, INSEE Première n° 1379, novembre 2011. Le document est disponible sur : <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1379/ip1379.pdf>

4 – Commission européenne : Alléger les charges imposées aux PME par la réglementation – Adapter la réglementation de l'UE aux besoins des micro-entreprises. Le rapport au Conseil et au Parlement est disponible sur :

http://ec.europa.eu/governance/better_regulation/documents/minimizing_burden_sme_FR.pdf

5 – ACP : Mobilité bancaire. Le rapport au ministre de l'économie et au Comité consultatif du secteur financier est disponible sur :

<http://www.banque-france.fr/acp/publications/etudes/20110911-ACP-rapport-sur-la-mobilite-bancaire.pdf>

6 – FBF : Quelle garantie pour vos dépôts ? Le mini-guide n° 6 de la série « les clés de la banque » est disponible en téléchargement sur :

[http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/\\$File/Mini-Guide%206.pdf](http://www.fbf.fr/Web/internet2010/content.nsf/DocumentsByIDWeb/8BGD6S/$File/Mini-Guide%206.pdf)

7 – Antilles : Médiation de l'hôtellerie en Guadeloupe et Martinique, Alain Bodon, Inspection générale des finances, octobre 2011.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : http://www.outre-mer.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_mediation_antilles.pdf

Nomination

1 - Mme Anne Le Lorier a été nommée second-sous gouverneur de la Banque de France en Conseil des ministres du 7 novembre 2011, en remplacement de M. Jean-Pierre Landau.

2 - M. René Ricol, commissaire général à l'investissement a été nommé par le ministre de l'économie, coordinateur de l'ensemble des dispositifs de soutien aux entreprises.

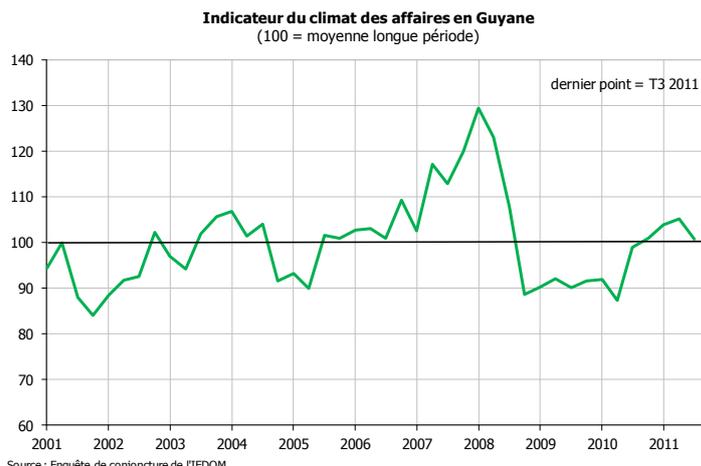
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'activité économique en léger repli

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) affiche un léger repli après quatre trimestres consécutifs de hausse. Il perd 4,1 points par rapport au trimestre précédent et retrouve sa moyenne de longue période. Cette inflexion s'explique par une évolution défavorable de l'activité accompagnée d'une forte baisse des effectifs et d'une dégradation des trésoreries. Des perspectives plus positives pour la fin d'année limitent cependant ce fléchissement.

La consommation des ménages marque le pas au 3^{ème} trimestre tandis que le marché de l'emploi se dégrade encore. Dans ce contexte incertain, les prévisions d'investissement des entreprises restent relativement réservées, même si les professionnels apparaissent moins pessimistes en comparaison des deux dernières années.

Au niveau sectoriel, l'activité est en recul dans les services marchands, le commerce et le BTP. Les chefs d'entreprise anticipent toutefois un regain d'activité pour la fin d'année, propice à une augmentation des intentions de recrutement, et escomptent un retour à une situation plus favorable de leurs trésoreries.



Une activité bancaire en demi-teinte

A l'image de l'indicateur du climat des affaires du département qui affiche un léger repli sur le trimestre, retournant vers sa moyenne de longue période, l'activité des établissements de crédit au 3^{ème} trimestre 2011 continue de marquer le pas. Alors que l'activité de financement progresse légèrement par rapport au trimestre précédent (+ 0,9 % de l'encours sain de crédit contre + 0,6 % au 2^{ème} trimestre), l'activité de collecte reste morose avec un encours d'actifs financiers encore en baisse pour le 3^{ème} trimestre consécutif (- 0,5 %, après - 0,3 % au 2^{ème} trimestre et - 1,5 % au 1^{er} trimestre).

Les comportements financiers des agents économiques de Guyane font ressortir sur le 3^{ème} trimestre 2011 :

- un recul de l'encours des dépôts à vue initié depuis le début de l'année,
- une première baisse depuis trois ans de la collecte d'épargne à long terme,
- une croissance toujours solide du financement immobilier des ménages,
- un rebond sensible sur le segment des crédits d'investissement des entreprises.

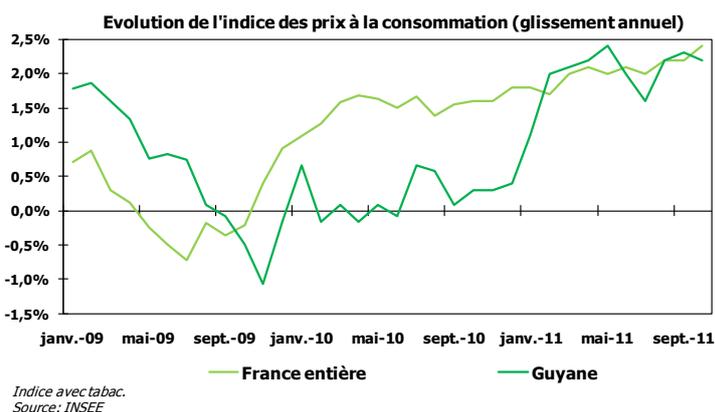
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

En octobre 2011, l'indice des prix à la consommation est en légère hausse de 0,2 % sur le mois, cette variation s'expliquant par les progressions de prix sur les postes « produits frais » (+ 1,7 %) et « produits pétroliers » (+ 2,3 %). Les prix administrés des hydrocarbures ont été révisés à la hausse en octobre (+ 4 cts pour l'essence, + 3 cts pour le gazole).

Sur un an, l'indice enregistre une hausse toujours soutenue (+ 2,2 %), tirée principalement par les prix des services (+ 2,0 % sur un an) et de l'énergie (+ 14,1 %).

L'inflation guyanaise sur un an est similaire aux taux atteints dans le reste de la France : + 2,0 % à la Guadeloupe, + 2,2 % à la Martinique, + 2,4 % à la Réunion (et pour la France entière). Les indices de prix sont notamment pénalisés, partout en France, par la forte augmentation du prix des produits pétroliers.



Carburants

L'arrêté préfectoral n°1969 du 28 novembre 2011 fixe, à compter du 1^{er} décembre, le prix de vente au détail des carburants à 1,59 € / litre pour l'essence (soit une baisse de 3 centimes) et 1,54 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 4 centimes). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une baisse du cours du dollar par rapport à l'euro (le cours moyen passant de 1,360 à 1,364 USD pour 1 € sur le mois) ;
- une baisse de la moyenne des cotations de l'essence (- 3 %), qui s'explique par un recul de la demande internationale ;
- une hausse de la moyenne des cotations du gazole (+ 5 %), qui s'explique par un « effet ciseau » sur le marché international, conjuguant une demande accrue et une offre en repli.

Le prix de la bouteille de gaz recule quant à lui de 4 centimes, passant de 24,70 € à 24,66 € (- 0,2 % sur le mois).

Politique régionale de l'Union européenne

M. Johannes Hahn, commissaire européen chargé de la politique régionale, était en visite en Guyane début novembre 2011. Une rencontre avec les représentants des principales instances socio-professionnelles guyanaises (Conseil économique, social et environnemental, Chambre de commerce et d'industrie, Moyennes et petites industries, MEDEF, Jeunes agriculteurs, Comité des pêches...) était organisée au Conseil régional. Les socio-professionnels ont insisté sur la nécessité de mieux prendre en compte les spécificités de la Guyane par rapport aux autres Régions ultrapériphériques. Cette visite intervient alors que les négociations portant sur les Programmes opérationnels européens pour la période 2014-2020 sont en phase de démarrage.

Mouvement social

Le mouvement social entamé il y a plus de deux mois dans un magasin d'ameublement de la zone industrielle de Matoury s'est terminé fin novembre 2011 avec la signature d'un protocole d'accord entre le syndicat majoritaire et la direction. Les revendications syndicales initiales, qui portaient principalement sur des augmentations de salaire, ont été revues à la baisse lors des négociations. L'accord prévoit notamment des augmentations de salaire, dégressives en fonction du traitement initial, ainsi que le versement d'une indemnité de transport.

Agriculture

Les premiers résultats du recensement agricole 2010, réalisé par le Ministère de l'agriculture, sont disponibles. L'agriculture guyanaise se démarque nettement des autres agricultures ultramarines. La Guyane est le seul département où le nombre d'exploitations agricoles a progressé entre 2000 et 2010 (+ 13 %), soit près de 6 000 exploitations au total, contrairement aux autres Départements d'outre-mer (DOM), où on observe une diminution du nombre d'exploitations. La surface agricole utilisée est également en hausse de 8 %. La Guyane se caractérise par le développement d'une petite agriculture vivrière poussée par la croissance démographique, et localisée notamment à l'intérieur du pays et le long des fleuves frontaliers. Les exploitations guyanaises sont moins spécialisées que dans les autres DOM, tendant plus vers la polyculture (mix légumes-fruits) que vers les « grandes cultures » type canne ou banane. Le salariat agricole permanent est en nette diminution (- 60 % entre 2000 et 2010) et reste très minoritaire par rapport à l'ensemble de la main d'œuvre (chefs, co-exploitants et familles).

Hydrocarbures

Une mission d'appui au développement de l'industrie pétrolière en Guyane a été confiée à Anne DUTHILLEUL par les Ministres de l'écologie, de l'industrie et de l'outre-mer. Mme DUTHILLEUL, ingénieure générale des Mines, a été présentée le 30 novembre 2011 à la collectivité régionale, aux parlementaires guyanais ainsi qu'au consortium minier chargé de l'exploration pétrolière en Guyane. S'appuyant sur l'hypothèse que les futurs forages d'exploration confirmeront la présence d'hydrocarbures exploitables, l'Etat souhaite accompagner et anticiper le développement d'une future filière pétrolière en Guyane, en termes environnementaux, de sécurité, ou économiques (création d'une fiscalité adaptée, conditions préalables à des créations d'emploi locales...). Un rapport provisoire devrait être établi fin décembre 2011, avant une restitution définitive mi-2012.

ACTUALITES REGIONALES

Coopération Guyane-Brésil

Les 24 et 25 novembre 2011 se tenait la 7^{ème} Commission mixte transfrontalière (CMT) à Macapá, capitale de l'Etat de l'Amapá. Les CMT réunissent les autorités locales, nationales, et organismes socio-économiques de la Guyane et de l'Amapá, afin de travailler conjointement aux problématiques communes à ces deux régions (dans les domaines de l'économie, de l'environnement, de l'aménagement du territoire ou encore de la sécurité...). Des questions relatives au développement des infrastructures (énergie, transport routier...), au développement du bassin de l'Oyapock (notamment la future création d'un Conseil du fleuve Oyapock) ou à la mise en œuvre d'accords de coopération universitaire, ont entre autres été abordées lors de cette 7^{ème} CMT. L'orpaillage clandestin en Guyane a également fait l'objet de débats appuyés, le Brésil n'ayant toujours pas ratifié l'accord de coopération de lutte contre l'orpaillage illégal, pourtant signé en 2008 avec la France.

L'ouverture du pont sur l'Oyapock est quant à elle suspendue à l'avancement des travaux de raccordement routier côté brésilien. Elle devrait finalement avoir lieu au second semestre 2012.

Visite ministérielle brésilienne

Le Ministre brésilien du travail et de l'emploi, Carlos LUPI, était en visite en Guyane début novembre 2011. Des rencontres avec la communauté brésilienne et les acteurs institutionnels guyanais étaient prévues. M. LUPI a également inauguré la Maison du travailleur à Oiapoque. Cette dernière sera chargée d'accueillir les travailleurs brésiliens migrants -notamment ceux revenant de Guyane- afin de les orienter professionnellement ou de leur proposer des formations au Brésil.

Diplomatie Guyane-Suriname

Le consul du Suriname en poste à Cayenne, Edgar DIKAN, a quitté ses fonctions fin novembre 2011. Le prochain consul devrait être nommé prochainement.

Par ailleurs, les formalités administratives pour les déplacements des guyanais au Suriname sont simplifiées. Le Suriname a en effet lancé le 25 novembre 2011 sa nouvelle « carte touristique » pour les ressortissants d'une dizaine de pays, dont la France. Plus simple à obtenir et moins chère que le visa, la carte touristique permet d'effectuer un aller/retour Guyane-Suriname, pour un séjour maximum de 90 jours.

Développement de la zone Amérique Latine-Caraïbes

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié récemment son Rapport sur le développement humain 2011, qui présente le classement actualisé des pays selon leur indice de développement humain (IDH). Les principaux critères concernent l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu par habitant. Les pays les mieux classés d'Amérique latine – Caraïbes sont : le Chili, l'Argentine et la Barbade, se situant autour du 45ème rang mondial (IDH « très élevé » d'environ 0,800). Avec un IDH de 0,718, le Brésil est à la 84ème place mondiale, contraint par de fortes inégalités dans la répartition des revenus. Le Suriname et le Guyana, se situent respectivement aux 104ème et 117ème rangs mondiaux (IDH moyen). La Guyane, selon les estimations effectuées par l'Insee (IDH de 0,806 en 2009), se placerait autour du 40ème rang, soit le niveau de développement humain le plus élevé de sa zone géographique.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	oct-11	124,2	0,2%	2,2%	Insee
		↓	Prix administré du litre d'essence	déc-11	1,59 €	[-1,9%]	[12,8%]	Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	oct-11	17 422	-0,5%	7,1%	Dieccte
		↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	sept-11	7 151	0,2%	7,5%	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	oct-11	15 833	[-0,2%]	ns.	Caf
		↑	Prestations nettes versées (1)	oct-11	8,0 M€	[6,1%]	ns.	Caf
				Cumul	<i>68,8 M€</i>		ns.	
	CONSUMMATION	↓	Recettes d'octroi de mer	nov-11	10,2 M€	-10,3%	-8,3%	Douanes
		↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	sept-11	11,0 M€	1,1%	-11,1%	Douanes
		↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	nov-11	386	17,1%	5,8%	Somafi
↑			Cumul	<i>4 066</i>		<i>5,0%</i>		
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE)(3)	sept-11	32,5 M€	0,0%	-10,3%	Douanes	
	↑		Cumul	<i>342,7 M€</i>		<i>19,7%</i>		
	↑	Ventes de véhicules utilitaires	nov-11	106	13,9%	-3,6%	Somafi	
			Cumul	<i>1 013</i>		<i>-0,8%</i>		
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	sept-11	14,5 M€	7,9%	92,7%	Douanes	
	↑		Cumul	<i>121,5 M€</i>		<i>-1,4%</i>		
	↑	Importations (3)	sept-11	98,7 M€	5,6%	12,8%	Douanes	
			Cumul	<i>970,6 M€</i>		<i>25,6%</i>		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à nov. 2011 6 tirs (5 Ariane 5, 1 Soyouz)			5 tirs à nov. 2010	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à nov. 2011 10 satellites + 1 ATV			10 satellites à nov. 2010	
	BTP	↓	Ventes de ciment	oct-11	8 179 tonnes	-5,4%	2,2%	Ciments guyanais
				Cumul	<i>71 821 tonnes</i>		<i>13,5%</i>	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	sept-11	189 kgs	38,5%	55,0%	Douanes
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	sept-11	7,2 M€	52,5%	98,6%	Douanes
		↑	Cours de l'once d'or	nov-11	1737,5 \$	[4,3%]	[26,7%]	London Bullion Market Assoc.
		↓	Grumes sorties de forêt (<i>données non consolidées</i>)	août-11	4 958 m3	-20,5%	-39,6%	ONF
				Cumul	<i>25 001 m3</i>		<i>-29,1%</i>	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	sept-11	54,5 tonnes	-9,8%	122,2%	Douanes
		↑	Exportations de poissons (3)	sept-11	174,2 tonnes	3,6%	-15,8%	Douanes
				Cumul	<i>1 094,1 tonnes</i>		<i>-4,5%</i>	
			Exportations de riz (2)(3)	sept-11	0 tonne	ns.	ns.	Douanes
			Cumul	<i>3 209,2 tonnes</i>		<i>[-25,6%]</i>		
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	sept-11	32 811	3,2%	6,9%	CCIRG	
	↑		Cumul	<i>332 629</i>		<i>4,8%</i>		
			sept-11	29 000	22,5%	17,2%	Insee	
			Cumul	<i>245 000</i>		<i>2,2%</i>		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	09/11/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	09/11/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	09/11/2011

Taux d'intérêt légal		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE 2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Novembre 2011)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,8972%	0,9963%	0,9835%	0,7845%	1,2220%	1,4810%	1,7040%	2,0420%

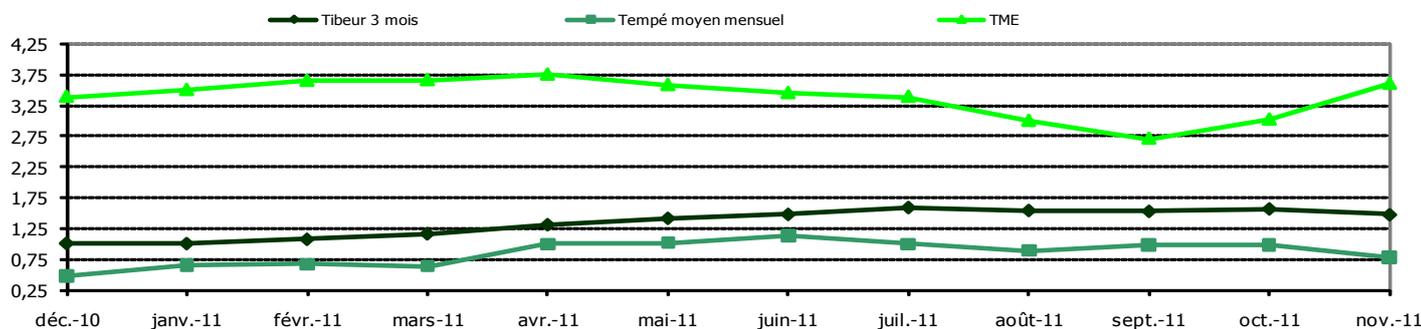
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Août	Septembre	octobre	Novembre
3,00%	2,71%	3,02%	3,60%	3,20%	2,91%	3,22%	3,80%

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,62%
Prêts à taux fixe	6,23%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,10%
Prêts à taux variable	5,61%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts relais	6,28%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,61%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,52%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,27%	Découverts en compte (1)	13,84%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	12,76%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,16%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	11,65%	Découverts en compte (1)	13,84%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

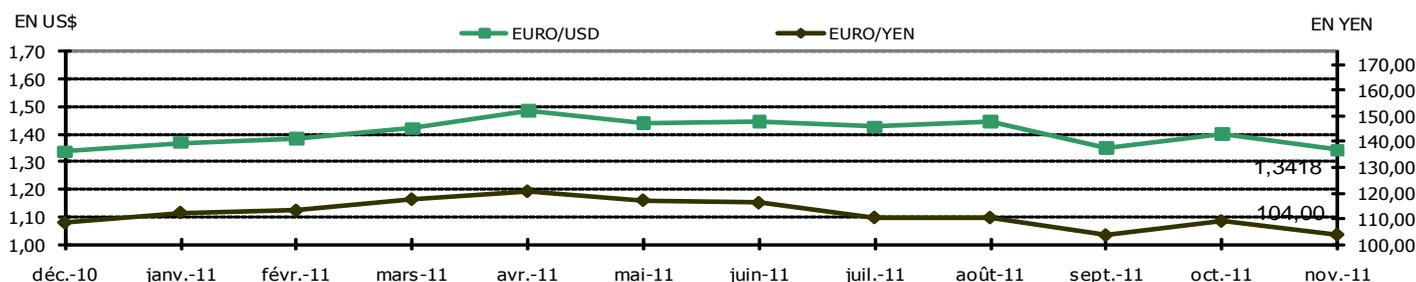
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3418	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,9570	EURO/SRD (Surinam)	4,43690
EURO/JPY (Japon)	104,0000	EURO/BWP (Botswana)	9,98540	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,40670
EURO/CAD (Canada)	1,3678	EURO/SCR (Seychelles)	17,5512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,6163
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85580	EURO/MUR (Maurice)	39,3675	EURO/BBD (La Barbade)	2,68910
EURO/SGD (Singapour)	1,7261	EURO/BRL (Brésil)	2,4341	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,61000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,4436	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,77430	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2846,3607	EURO/XCD (Dominique)	3,6302	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J-P. DERANCOURT

Editeur et Imprimeur : IEDOM 8, rue C.Colomb BP 6016 97306 Cayenne Cedex

Achévé d'imprimer le 6 décembre 2011 - Dépôt légal : décembre 2011 - ISSN 1240-3814